

Brochure n° 3245

Convention collective nationale

IDCC : 1501. – **RESTAURATION RAPIDE**
(7^e édition. – Mai 2004)

AVENANT DU 21 DÉCEMBRE 2005
RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE

NOR : *ASET0650082M*
IDCC : 1501

PRÉAMBULE

Au vu des résultats techniques excédentaires du régime de prévoyance et dans l'attente d'un nouvel examen des garanties de prévoyance et du taux des cotisations, les partenaires sociaux ont convenu de mettre en place, pour l'année 2005, un taux d'appel de cotisation inférieur au taux défini par l'avenant n° 21 à la convention collective nationale de la restauration rapide.

Article 1^{er}

Objet

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 2.1.1 de l'avenant n° 21 intitulé : « Cotisations destinées au financement des garanties de prévoyance », selon les modalités ci-après définies à l'article 2.

Article 2

*Taux d'appel des cotisations destinées au financement
des garanties de prévoyance*

La cotisation destinée à financer les capitaux décès, invalidité absolue et définitive, rente éducation, rente de conjoint, frais d'obsèques sera appelée, pour l'année 2005, au taux de 0,11 % de la masse salariale brute du personnel affilié, au lieu et place du taux de 0,16 %, selon le barème suivant :

GARANTIES	TAUX CONTRACTUEL	TAUX D'APPEL 2005
Décès, invalidité absolue et définitive	0,12 %	0,08 %
Rente éducation, rente conjoint, frais d'obsèques	0,04 %	0,03 %
Total	0,16 %	0,11 %

Les cotisations destinées au financement du fonds d'action sociale restent inchangées.

L'organisme gestionnaire procédera à la régularisation du montant des cotisations des entreprises adhérentes pour l'année 2005, lors de la réception des déclarations annuelles des salariés 2005 (DADS) permettant l'ajustement des comptes sur les masses salariales.

Le taux de répartition de la cotisation à la charge de l'employeur et des salariés n'est pas modifié.

Article 3

Durée. – Date d'effet

Le présent avenant est conclu pour une durée déterminée de 1 an à compter du 1^{er} janvier 2005. Il cessera de produire tout effet à l'échéance du terme, soit le 31 décembre 2005. En aucun cas, il ne pourra, à l'échéance, produire ses effets comme un accord à durée indéterminée, les parties décidant de faire expressément échec à la règle prévue à l'article L. 132-6 du code du travail.

Article 4

Publicité. – Extension

Le présent avenant fera l'objet des mesures de publicité et dépôt en vigueur, conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement l'extension du présent avenant afin de le rendre applicable à toutes les entreprises entrant dans le champ d'application professionnel et territorial tel que défini à l'article 1^{er} de la convention collective nationale du 18 mars 1988.

Fait à Paris, le 21 décembre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

SNARR.

Syndicats de salariés :

FGTA-FO ;

Fédération des services CFDT ;

INOVA CFE-CGC ;

Syndicat national hôtellerie CFTC.